



TRAVAIL DECENT

Un monde meilleur commence par là.



Organisation  
internationale  
du Travail

## Emplois verts : Améliorer le climat pour l'égalité des genres aussi !

Les changements climatiques constituent l'un des défis mondiaux majeurs du vingt-et-unième siècle, tant pour les pays développés que pour ceux en développement. Bien que les pays en développement portent rarement la responsabilité des phénomènes à l'origine des changements climatiques, ils sont appelés à en souffrir davantage en raison de leur vulnérabilité aux événements climatiques extrêmes. Les femmes et les hommes qui travaillent dans les secteurs les plus dépendants du temps, comme l'agriculture et le tourisme, seront probablement les plus touchés.<sup>1</sup> En outre, les changements climatiques n'ont pas les mêmes conséquences pour les femmes que pour les hommes. Les femmes sont fréquemment considérées comme plus vulnérables aux conséquences des changements climatiques parce qu'elles représentent la majorité des pauvres du monde et qu'elles dépendent davantage de ressources naturelles menacées.<sup>2</sup> De surcroît, les femmes ont tendance à jouer un rôle plus important que les hommes dans la gestion des ressources naturelles – petite agriculture, jardinage, protection et surveillance des semis et des petits arbres – l'alimentation et les soins à leur famille. Pourtant, à long terme, personne – femmes ou hommes, riches ou pauvres – n'est à l'abri des défis et dangers qu'engendrent les changements climatiques.

Près de trois-quarts des citoyens les plus pauvres du monde – ceux qui vivent avec moins de deux dollars américains par jour – dépendent de l'environnement pour une part significative de leur subsistance au quotidien.<sup>3</sup> Manquer de répondre aux défis posés par les changements climatiques pourrait avoir de graves conséquences sur leur niveau de vie. En outre, les changements climatiques mettent en danger les efforts déployés pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) convenus au niveau international. Les crises économique et financière mondiales que nous traversons aujourd'hui représentent également des risques, notamment de voir les engagements antérieurs de limiter les émissions de gaz à effet de serre ou de démanteler les usines polluantes, remplacés par ce qu'un dirigeant politique a appelé des décisions économiques "de pacotille".<sup>4</sup>



© ILO, Faïsse T.

Mais il y a de l'espoir. Les principaux dirigeants politiques se sont engagés à honorer leurs engagements en faveur des nouvelles technologies vertes, avançant l'idée que l'action gouvernementale de création de nouveaux "emplois verts" n'est pas seulement durable mais aussi bénéfique à la relance économique. Selon un récent rapport du BIT, les emplois verts dans l'agriculture, l'industrie, les services et l'administration, même avec des subventions publiques, peuvent promouvoir une croissance économique durable avec un impact économique à long terme.<sup>5</sup> S'adapter aux changements climatiques et les atténuer entraînera une transition vers de nouvelles habitudes de production, de consommation et d'emploi. Il existe de considérables opportunités de création d'emplois verts grâce à des politiques d'industrialisation et de gestion de l'énergie qui réduisent l'empreinte écologique. Ces emplois peuvent générer un travail décent et des revenus qui contribueront à une croissance économique durable et aideront les citoyens à échapper à la pauvreté. Les femmes possèdent des connaissances précieuses et une capacité à gérer les ressources naturelles et à utiliser les sources d'énergie. Elles sont de ce fait des agents importants de changement et peuvent contribuer à l'atténuation des effets des changements climatiques et aux programmes d'adaptation aux niveaux local, régional et international.

<sup>1</sup> BIT, 2008. *Incidence des changements climatiques sur l'emploi et le marché du travail*, Rapport de la Commission de l'emploi et de la politique sociale, Conseil d'administration, 303<sup>e</sup> session (Genève), p. 2.

<sup>2</sup> Third Global Congress of Women in Politics and Governance, 2008. *Background and Context Paper for the Conference*, Manila, Philippines, 19-22 October, [www.capwip.org/3rdglobalcongress.htm](http://www.capwip.org/3rdglobalcongress.htm) [consulté le 19 novembre 2008]. En anglais uniquement.

<sup>3</sup> World Resources Institute (WRI), PNUD, PNUE et Banque mondiale, 2008. *World Resources 2008: Roots of Resilience – Growing the Wealth of the Poor* (Washington, D.C.), p. VII. En anglais uniquement.

<sup>4</sup> *New York Times*, 25 novembre 2008, "Slump May Limit Moves on Clean Energy", <http://www.nytimes.com/2008/11/25/world/25climate.html> [consulté le 25 novembre 2008]. En anglais uniquement.

<sup>5</sup> PNUE, OIT, OIE, CIS, 2008. *Emplois verts : pour un travail décent dans un monde durable, à faibles émissions de carbone* (Bureau des Nations Unies, Nairobi), p. 5. Le rapport a été financé et commandé par le PNUE au titre d'une Initiative en faveur des emplois verts commune à l'OIT, à la Confédération internationale des syndicats (CIS) et à l'Organisation internationale des employeurs (OIE).

L'EGALITE HOMMES-FEMMES AU CŒUR DU TRAVAIL DECENT



## L'ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES AU CŒUR DU TRAVAIL DÉCENT

L'Agenda du travail décent de l'OIT prévoit une croissance verte avec la promotion d'entreprises vertes et d'emplois verts; des politiques de marché du travail actives qui combinent une sécurité sociale en faveur des travailleurs déplacés avec le développement des aptitudes afin d'aider les entreprises et les travailleurs à s'adapter et à saisir les opportunités ; un travail qui est propre et sécurisé pour les travailleurs et l'environnement ; et le respect des droits des travailleurs qui accordent la liberté de mener un dialogue social, ce qui est fondamental pour élaborer des réponses efficaces. Des emplois verts décents relient effectivement l'OMD 1 (Réduire l'extrême pauvreté et la faim) et l'OMD 7 (Assurer un environnement durable), l'un soutenant l'autre et réciproquement.

### REDTURS – PROMOUVOIR LE TOURISME ET L'ÉCO-BUSINESS EN AMÉRIQUE LATINE

En Amérique latine, le réseau "Redturs" lancé en 2001 est l'une des premières actions soutenues par l'OIT à créer des emplois verts. Redturs aide les communautés indigènes et rurales à promouvoir le tourisme et l'éco-business de plusieurs manières qui respectent l'héritage culturel, les ressources naturelles, les modes de vie et le développement économique tout en maintenant la cohésion sociale et les identités. Le projet vise à créer des opportunités d'emploi décent pour les femmes et les hommes dans des communautés souvent situées dans des régions reculées où les possibilités de développement sont rares. Redturs promeut les droits fondamentaux des peuples indigènes et tribaux reconnus par la Convention relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989 (n° 169) de l'OIT et fournit des services d'appui professionnels tels que l'accès à l'information, aux marchés, à la formation et à l'échange d'expériences. Au niveau local, Redturs aide à renforcer les liens entre les entreprises en réseau (grappes, associations ou coopératives d'entreprises) opérant au sein de diverses communautés, générant ainsi des bénéfices, grâce à des économies d'échelle, de meilleures formes d'organisation et un meilleur pouvoir de représentation et de négociation des communautés. En termes de développement de la chaîne de valeur, Redturs permet aux groupes communautaires d'endosser un rôle plus actif dans la conception, l'organisation et le fonctionnement de l'éco-business, un rôle qui leur donne accès au segment le plus rentable des affaires et qui offre des occasions professionnelles d'apprentissage et de mise à niveau. Grâce à l'aide de l'OIT, 300 destinations communautaires ont été créées dans 13 pays d'Amérique latine, ouvrant la voie à un développement rural, à des revenus supplémentaires pour réduire la pauvreté et à un plus grand esprit d'entreprise.

## CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET IMPLICATIONS POUR LES FEMMES ET LES HOMMES



©LO, Maillard J.

Les conséquences des changements climatiques varient selon les régions, les générations, l'âge, les classes, les tranches de revenus, les professions et le sexe. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), ce sont surtout les pauvres, et pas exclusivement dans les pays en développement, qui seront touchés de façon disproportionnée.<sup>6</sup> Leur dépendance des ressources écologiques locales, ainsi que le stress engendré par les changements climatiques, qui affecte leur santé et leur bien-être, ainsi que des ressources financières, institutionnelles et humaines limitées, les rendent encore plus vulnérables et moins capables de s'adapter. Les différences entre hommes et femmes dans les rôles socio-économiques et les responsabilités accentuent cette vulnérabilité. Au niveau mondial, les femmes ont moins d'accès que les hommes aux

ressources susceptibles d'améliorer leur capacité à s'adapter aux changements climatiques, notamment la terre, le crédit, les entrants agricoles, les organes de décision, la technologie et les services de formation.<sup>7</sup> Pour la vaste majorité des femmes qui travaillent dans le secteur informel de l'économie et les petites entreprises, le manque de capital et d'accès au crédit et à l'information rend presque impossible tout relèvement des effets dévastateurs d'une catastrophe écologique.<sup>8</sup>

Lorsque l'ouragan Katrina a frappé la ville américaine de la Nouvelle-Orléans en août 2005, par exemple, des dizaines de milliers de personnes – les plus vulnérables, les plus âgées, les personnes handicapées et les plus démunies – ont été plongées plus profondément encore dans la pauvreté. Mais le groupe le plus touché a été celui des femmes, généralement afro-américaines, qui ont été confrontées à des difficultés de survie plus grandes et à des coûts accrus de transports, de soins de santé et d'alimentation.<sup>9</sup> Les changements écologiques soudains représentent plus de problèmes pour les femmes, en particulier dans les pays en développement. En Afrique, les femmes constituent de 70 à 80 % des travailleurs agricoles<sup>10</sup> et elles sont souvent les premières touchées et les dernières à retrouver un travail.<sup>11</sup> Au niveau mondial, 46 % de la main-d'œuvre dans le tourisme se compose de femmes.<sup>12</sup> Selon le Rapport sur le développement humain 2007 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), " Les changements

<sup>6</sup> Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. *Bilan 2001 des changements climatiques: Conséquences, adaptation et vulnérabilité*, Contribution du Groupe de travail II au troisième Rapport d'évaluation du GIEC, voir: <http://books.google.com/books?id=E3uWlPmE9YC&pg=PA680&dq=%22Climate+change+impacts+will+be+differently%22&hl=fr#PPP1,M1>, pp. 8 and 680 [consulté le 2 décembre 2008].

<sup>7</sup> Aguilar, L., 2008. *Is there a connection between gender and climate change?*, International Union for Conservation of Nature (IUCN), Office of the Senior Gender Adviser. Paper for presentation at the 3<sup>rd</sup> Global Congress of Women in Politics and Governance, Manila, Philippines, 19-22 October. En anglais uniquement.

<sup>8</sup> Gender Action, 2008. *Gender Action Link: Climate Change* (Washington, D.C.), <http://www.genderaction.org/images/Gender%20Action%20Link%20-%20Climate%20Change.pdf> [consulté le 19 novembre 2008]. En anglais uniquement.

<sup>9</sup> OECD, 2008. *Gender and Sustainable Development, maximizing the economic, social and environmental role of women* (Paris), pp. 73-74.

<sup>10</sup> En Afrique, les changements climatiques menacent aujourd'hui la viabilité de l'agriculture familiale et la survie de millions d'habitants des campagnes, dont une vaste majorité (75 %) sont des femmes. Hemmings-Gaphihan, G., 2008. *Climate Change, Subsistence Farming, Food Security, and Poverty: The consequences of agricultural policies on women and men farmers in Burkina Faso and Côte d'Ivoire*, dans *Africa Policy Journal*, John F. Kennedy School of Government, Harvard University (Cambridge, Massachusetts, 2008), Vol. IV. En anglais uniquement.

<sup>11</sup> Gender Action, 2008. *Gender Action Link: Climate Change* (Washington, D.C.), <http://www.genderaction.org/images/Gender%20Action%20Link%20-%20Climate%20Change.pdf> [consulté le 19 novembre 2008]. En anglais uniquement.

<sup>12</sup> Aguilar, L., 2008. *Is there a connection between gender and climate change?*, International Union for Conservation of Nature (IUCN), Office of the Senior Gender Adviser. Paper for presentation at the 3<sup>rd</sup> Global Congress of Women in Politics and Governance, Manila, Philippines, 19-22 octobre 2008. En anglais uniquement.



climatiques risquent toutefois d'amplifier les disparités existant entre les sexes".<sup>13</sup> Cette situation ralentit encore plus le progrès vers l'égalité entre hommes et femmes et entrave les efforts de réalisation d'objectifs plus ambitieux comme la réduction de la pauvreté et le développement durable. Dans de nombreux pays, les sécheresses, les inondations et la déforestation augmentent la charge de travail de nombreuses femmes et leur laissent moins de temps pour gagner leur vie, suivre une formation ou s'occuper de leur famille. Les jeunes filles abandonnent régulièrement l'école pour aider leur mère à récolter le bois de chauffage et l'eau. Des conditions climatiques extrêmes et des catastrophes naturelles augmentent également leur exposition à des maladies infectieuses telles que le choléra et le VIH/SIDA.<sup>14</sup> Le réchauffement climatique élargira les régions touchées par le paludisme, alors que des conflits dus aux changements climatiques et à des catastrophes naturelles peuvent augmenter la vulnérabilité des femmes à la violence.

### CATASTROPHE NATURELLE, GENRE ET DROITS SOCIO-ÉCONOMIQUES

La London School of Economics and Political Science (LSE) a analysé les catastrophes naturelles dans 141 pays et a découvert que les différences entre hommes et femmes dans le nombre de décès sont en relation directe avec les droits socio-économiques des femmes. Dans les sociétés inégales, plus de femmes que d'hommes périssent dans les catastrophes naturelles; les garçons, par exemple, sont susceptibles de recevoir un traitement préférentiel de la part des équipes de secours et les femmes et jeunes filles souffrent plus du manque de vivres et de ressources économiques dans les suites des catastrophes.<sup>15</sup>

Néanmoins, les femmes sont également des agents de changement dans la gestion des ressources naturelles de la communauté, l'innovation, l'agriculture et les soins et souvent elles détiennent la clé de l'adaptation aux changements climatiques. Leurs responsabilités au sein du ménage ou des communautés ainsi que leur rôle de gardiennes des ressources naturelles les mettent en bonne position pour développer des stratégies d'adaptation aux réalités des changements environnementaux. Maintes fois, l'expérience a montré que des communautés supportaient mieux une catastrophe naturelle lorsque les femmes jouaient un rôle prépondérant dans les systèmes d'alerte rapide et dans la reconstruction. Les femmes ont plutôt tendance à partager les informations relatives au bien-être de la communauté, choisir des sources d'énergie moins polluantes et s'adapter plus aisément aux changements environnementaux lorsque la survie de leur famille est en jeu.<sup>16</sup> Les femmes formées à l'alerte rapide quant à l'imminence d'une catastrophe naturelle, ont fait toute la différence à La Masica, un village du Honduras qui, à l'inverse des communautés proches, n'a déploré aucun décès lors du passage de l'ouragan Mitch en 1998.<sup>17</sup> Intégrer une démarche soucieuse d'égalité entre hommes et femmes lors de la conception et la mise en œuvre de politiques et de lois contribue également à mieux faire face aux conséquences de la dégradation de l'environnement – pénurie d'eau, déforestation, désertification – qui sont ressenties différemment par les hommes et les femmes.<sup>18</sup>

### PLANTS DE BOIS DUR OU DE BOIS TENDRE EN THAÏLANDE

En Thaïlande, des responsables forestiers ont rencontré des villageois originaires de villages ethniquement distincts afin de mettre en place un projet de forêt communautaire dans la zone de reforestation de Khao Kho. Les hommes ont déclaré qu'ils avaient besoin de plus d'essences de bois dur à des fins commerciales (pour fabriquer des meubles et graver le bois). Trois mille plants de bois dur ont été fournis mais ont dépéri, faute d'arrosage. En effet, dans cette région, ce sont les femmes qui prennent soin des plants et, en tant que responsables de l'alimentation de la famille, elles préfèrent le bois tendre pour le feu et le fourrage. Personne n'avait demandé l'avis des femmes ou leur avait annoncé l'arrivée des plants. Les femmes ont été consultées lors d'une deuxième réunion car les responsables forestiers s'étaient rendus compte de la nécessité de tenir compte du rôle des femmes et des hommes et de leurs préférences. Finalement, des plants des deux types de bois ont été fournis pour répondre aux besoins des femmes et des hommes du village.

Source: Wilde, V.L. et A. Vianio-Matilla, 1995. "How Forestry can Benefit from Gender Analysis" dans *Gender Analysis and Forestry International Training Package, Section A* (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Rome), p. 4. En anglais uniquement.

## ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

S'adapter aux changements climatiques améliore la résilience des communautés et des citoyens qui sont dépendants des ressources naturelles pour leurs besoins quotidiens. L'adaptation spontanée ou planifiée est déjà en cours. La majeure partie de l'adaptation planifiée se concentre sur les infrastructures comme les barrages côtiers et les digues. La collecte et la gestion des eaux sont également appelées à occuper une place de plus en plus centrale. Dans ces domaines, l'introduction de techniques à forte intensité de main-d'œuvre dans les programmes de travaux publics devrait permettre de créer un nombre élevé d'emplois.<sup>19</sup>

Dans le tourisme, une adaptation aux changements climatiques modifiera la manière dont les gens voyagent et pourrait affecter le niveau d'emploi dans le secteur. Les volumes de main-d'œuvre dans les hôtels, restaurants, entreprises de transport et autres emplois liés au tourisme seront modifiés.<sup>20</sup> Dans l'agriculture, qui est toujours l'un des principaux employeurs du monde avec 1,3 milliard de travailleurs, les changements climatiques influenceront la consommation d'eau, la pollution, la déforestation et la biodiversité. Il existe

<sup>13</sup> PNUD, 2007. *Rapport sur le développement humain 2007/2008, La lutte contre le changement climatique: un impératif de solidarité dans un monde divisé* (New York), p. 82.

<sup>14</sup> Gender Action, 2008. *Gender Action Link: Climate Change* (Washington, D.C.), <http://www.genderaction.org/images/Gender%20Action%20Link%20-%20Climate%20Change.pdf> [consulté le 19 novembre 2008]. En anglais uniquement.

<sup>15</sup> Neumayer, E. et T. Plümpner. 2007. *The Gendered Nature of Natural Disasters: The Impact of Catastrophic Events on the Gender Gap in Life Expectancy, 1981-2002*. Disponible sur SSRN: <http://ssrn.com/abstract=874965> [consulté le 15 janvier 2009]. En anglais uniquement.

<sup>16</sup> Women's Environment & Development Organization (WEDO), 2007. *Changing the Climate: Why women's perspectives matter* (New York), p. 3. En anglais uniquement.

<sup>17</sup> Women's E-News, 25 September 2007, "Women Turn Up The Heat", [www.womensnews.org/article.cfm/dyn/aid/3326/context/archive](http://www.womensnews.org/article.cfm/dyn/aid/3326/context/archive) [consulté le 3 décembre 2008]. En anglais uniquement.

<sup>18</sup> Network of Women Ministers and Leaders for the Environment and UNEP, 1<sup>st</sup> Joint Gender Forum, Theme: Bridging the Gap: Gender transforming environmental management, Concept Note, 15 février 2009, Nairobi, Kenya. En anglais uniquement.

<sup>19</sup> BIT, 2007. "Limiter les dommages – Agir contre le réchauffement climatique" dans *Travail, Emplois verts: le monde du travail à l'épreuve du changement climatique*, n°60, août 2007 (Turin), p. 8.

<sup>20</sup> Ibid.

malgré tout un énorme potentiel de création de nouveaux emplois verts dans ce domaine.<sup>21</sup> Selon l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les femmes et les hommes adaptent en permanence leurs pratiques agricoles aux variations naturelles du climat en fonction de leurs besoins spécifiques, de leurs connaissances et de l'accès aux ressources. Une étude de la FAO a révélé que si le savoir-faire spécifique des hommes et des femmes est bien interprété et pris en compte, les interventions en vue de renforcer les moyens d'existence et la sécurité alimentaire sont plus adaptées et plus efficaces.

### LA CAPACITÉ D'ADAPTATION DES AGRICULTEURS ET LE SAVOIR-FAIRE DES HOMMES ET DES FEMMES

En 2000, les inondations dans la vallée du Limpopo au Mozambique ont eu des conséquences désastreuses sur le bétail des fermiers locaux, les semis et les cabanes. Dans une région de la vallée, plusieurs variétés de récoltes ont disparu et les fermiers se sont tournés vers des ressources externes et des réseaux informels pour reconstituer les stocks de semis. Dans une autre région, des fermiers ont été en mesure de réensemencer après les inondations dans les terres basses parce qu'ils avaient l'habitude de conserver les semences dans une zone de terre plus élevées à l'époque des inondations. Dans ces communautés, les hommes sont responsables de la culture des récoltes à commercialiser comme le maïs, la canne à sucre, le riz et les bananes alors que les femmes sont responsables et connaissent les produits d'alimentation comme le manioc, la patate douce, l'arachide et le pois chiche. Une étude de la FAO a révélé que la reconstruction des systèmes agricoles et la conservation des ressources génétiques peuvent être affectées selon qu'elle est effectuée par des hommes ou des femmes.

Source: FAO, 2007. "People-centred climate change adaptation: Integrating gender issues, [www.preventionweb.net/english/professional/publications/v.php?id=2706](http://www.preventionweb.net/english/professional/publications/v.php?id=2706) [consulté le 6 décembre 2008]. En anglais uniquement.

## DES EMPLOIS VERTS DANS DES ÉCONOMIES À FAIBLE ÉMISSION DE CARBONE

Les efforts mondiaux pour combattre les changements climatiques pourraient générer des millions d'emplois verts, mais ces emplois seront-ils également une occasion d'améliorer l'égalité entre hommes et femmes? Le Rapport sur les emplois verts note que près de 2,3 millions de femmes et d'hommes ont trouvé un emploi dans l'énergie renouvelable au cours des dernières années et des investissements envisagés de 630 millions de dollars américains pourraient se traduire par la création d'au moins 20 millions d'emplois supplémentaires.<sup>22</sup> Toutefois, il n'y a pas d'indications quant à la répartition de ces emplois entre les hommes et les femmes. Là où des informations existent sur les emplois verts, en particulier dans l'énergie renouvelable, on note que la moitié des emplois concernés se trouvent dans les pays en développement, bien que les différences de genre soient moins évidentes.

Dans les régions rurales de nombreux pays en développement, les services d'énergie font défaut. Les femmes en sont les principales victimes dans leur travail quotidien à la maison, car elles sont généralement responsables de l'approvisionnement en énergie du ménage pour le chauffage et la cuisine. Sans accès à un carburant adéquat et abordable, les femmes passent jusqu'à trois heures par jour à ramasser du bois et d'autres sources d'énergie. Par ailleurs, l'énergie peut également être le point de départ d'activités rémunératrices.<sup>23</sup>

L'exemple probablement le plus connu qui combine l'énergie renouvelable, la création d'emploi et la formation est le système de micro crédit de Grameen Shakti (GS) au Bangladesh. GS a aidé à l'installation de plus de 100.000 systèmes d'énergie solaire dans les communautés rurales et a contribué ainsi à créer des opportunités d'emploi tout en autonomisant des femmes et des jeunes locaux. GS a formé plus de 5.000 femmes comme techniciennes solaires et ouvrières de maintenance. Beaucoup plus d'emplois sont créés de manière indirecte car les systèmes solaires permettent à des entrepreneurs locaux de lancer une nouvelle affaire comme des boutiques TV communautaires, des magasins de recharge de téléphones portables par énergie solaire et des magasins de réparation de matériel électronique. GS vise à créer 100.000 emplois dans l'énergie solaire et les secteurs annexes.<sup>24</sup>



©Grameen Shakti

Bien qu'il existe peu d'informations fiables, on estime qu'un fort pourcentage de travailleurs impliqués dans le recyclage et la gestion des déchets sont des femmes. Le Rapport sur les emplois verts souligne que de nombreux emplois existants dans le recyclage ne sont pas considérés comme des emplois verts, qu'ils sont cause de pollution et de danger pour la santé et ne représentent pas un travail décent. Toutefois, il cite également un mouvement coopératif national au Brésil, qui a pris des initiatives pour améliorer les emplois dans le recyclage. Des efforts pour organiser des ferrailleurs qui collectent les matériaux recyclables dans un mouvement coopératif national composé de 500 coopératives et 60.000 ferrailleurs femmes et hommes, ont débouché sur une augmentation de 30 % des revenus et la mise hors-jeu de certains intermédiaires qui pourraient utiliser des pratiques peu recommandables.<sup>25</sup>

<sup>21</sup> PNUE, OIT, IOE, ITUC, 2008. *Emplois verts: pour un travail décent dans un monde durable, à faibles émissions de carbone* (Bureau des Nations Unies, Nairobi), p. 11.

<sup>22</sup> Ibid, p. 14.

<sup>23</sup> Gender CC, 2008. *Gender and Climate Change - women for climate justice*, <http://www.genderc.org/action/energy.html> [consulté le 6 décembre 2008]. En anglais uniquement.

<sup>24</sup> Grameen Shakti, voir [www.gshakti.org](http://www.gshakti.org) et D. C. Barua, 2008. *Creating green jobs through renewable energy technologies in rural Bangladesh* présenté à la Conférence de recherche : Green Jobs for Asia and the Pacific. Organisée conjointement par l'Institut international d'études sociales, le département de l'intégration des politiques et statistiques du BIT, et le Bureau régional du BIT pour l'Asie et le Pacifique, Niigata, Japon 21-23 avril 2008. Pour plus d'informations, voir [www.ilo.org/public/english/region/asro/bangkok/events/greenjobs/papers](http://www.ilo.org/public/english/region/asro/bangkok/events/greenjobs/papers) [consulté le 15 janvier 2009]. En anglais uniquement.

<sup>25</sup> PNUE, OIT, IOE, ITUC, 2008. *Emplois verts: pour un travail décent dans un monde durable, à faibles émissions de carbone* (Bureau des Nations Unies, Nairobi), p. 21.



Les Initiatives de développement des femmes de Kinawataka, en Ouganda, sont un exemple de recyclage vert où l'association sans but lucratif située dans les faubourgs a trouvé un moyen de transformer en une affaire rentable les pailles, sacs et autres déchets non biodégradables qui bouchaient les égouts et polluaient le sol. Les femmes transforment les déchets en produits utiles comme des sacs à main, des boucles d'oreille, des sacs, des ceintures et des tapis. Une récente formation en archivage, organisation d'expositions et publicité fournie par le programme WEDGE (Women's Entrepreneurship Development and Gender Equality Programme) de l'OIT a aidé à améliorer les bases de l'entreprise et à lui procurer une réputation mondiale pour leurs produits de mode.<sup>26</sup>

## « EMPREINTE CARBONE » – LA DIFFÉRENCE ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

Les femmes ont une empreinte carbone plus réduite que les hommes en raison des habitudes de consommation et de styles de vie différents. Cela reste vrai, que les femmes soient riches ou pauvres.<sup>27</sup> Dans les pays de l'OCDE, par exemple, les femmes sont plus susceptibles de recycler, d'acheter des aliments organiques et des produits écolabellisés et de privilégier les moyens de transport propres. Elles font des choix de consommation plus éthiques, font plus attention aux questions comme le travail des enfants et les moyens d'existence durables, et sont plus enclines à acheter des marchandises portant un label social comme *Fairtrade*.<sup>28</sup> En Suède, une étude récente a montré que les femmes utilisaient plus souvent que les hommes les transports en commun, même dans les ménages possédant plusieurs voitures, alors que les hommes se déplaçaient plus souvent dans leur propre voiture et sur des distances plus longues.<sup>29</sup>

L'OCDE a également découvert qu'à partir de 15 ans, les jeunes filles tendent à faire preuve d'un plus grand respect pour l'environnement et ont un plus grand sens des responsabilités pour le développement durable que les garçons. Pour atténuer les changements climatiques, les femmes proposent des approches plus complètes que les hommes et ont tendance à se concentrer plus sur les changements de style de vie et de comportement pour réduire les émissions de gaz à effet de serre; elles se montrent aussi plus sceptiques que les hommes sur la possibilité de résoudre le problème du réchauffement mondial par la technologie.<sup>30</sup> Toutefois, les femmes disposent à l'heure actuelle de pouvoirs limités pour influencer la politique en matière de changements climatiques et de questions environnementales.



© ILO, Crozet M.

## LA RÉPONSE DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (UNFCCC) est le cadre juridique international pour répondre aux changements climatiques. Adoptée lors du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro, en 1992, elle vise à stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique<sup>31</sup> tout en permettant le développement. La Convention est entrée en vigueur en 1994 et a reçu à ce jour 192 instruments de ratification. Un autre accord international majeur est le Protocole de Kyoto de 1997 qui fixe des objectifs juridiquement contraignants pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les pays industrialisés. Toutefois, ni le Protocole de Kyoto, ni l'UNFCCC ne font allusion aux femmes ou aux situations et rôles spécifiques des hommes et des femmes. Aucun des mécanismes actuels de financement du changement climatique ne répond aux besoins spécifiques des femmes, pas plus que ne le font les mécanismes d'échange de carbone de la convention sur les changements climatiques.<sup>32</sup> Les tentatives actuelles de renégociation des accords internationaux sur les changements climatiques devraient inclure des directives destinées à répondre aux besoins spécifiques des femmes et des hommes, en respectant l'égalité entre eux.

## RÉPONSES DE L'OIT ET PARTENARIATS

L'OIT a lancé en 2007 l'*Initiative Emplois verts* avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Confédération internationale des syndicats (CIS) et l'Organisation internationale des employeurs (OIE). L'initiative soutient les efforts concertés des gouvernements, employeurs et syndicats qui assurent la promotion de transitions équitables vers des emplois écologiquement durables et le développement dans un monde confronté aux changements climatiques. Aux termes de l'Initiative Emplois verts, le travail s'est concentré jusqu'à présent sur la collecte des témoignages et d'exemples de création d'emplois verts. Ceci a débouché sur une étude complète relative à l'impact d'une économie verte émergente sur le monde du travail. La deuxième phase du projet vise à aider la formulation et la mise en œuvre d'une politique à travers l'évaluation macroéconomique et sectorielle de la création potentielle d'emplois verts.

<sup>26</sup> BIT, 2008. *Voices of Women Entrepreneurs in Ethiopia, Tanzania, Uganda and Zambia* (Skills and Employability Department/ILO Women's Entrepreneurship Development and Gender Equality (WEDGE), Boosting Employment through Small Enterprise Development (EMP/SEED), Genève), pp. 40-41.

<sup>27</sup> OCDE, 2008. *Gender and Sustainable Development, maximizing the economic, social and environmental role of women*, (Paris), p. 65. Selon l'OCDE, "la consommation durable utilise les ressources d'une manière qui minimise les dommages à l'environnement tout en contribuant au bien-être de la population".

<sup>28</sup> Ibid. p. 66

<sup>29</sup> Ibid.

<sup>30</sup> Ibid, pp. 66 et 74.

<sup>31</sup> En d'autres mots, les interférences d'origine humaine. Le texte de la Convention est disponible sur [http://unfccc.int/essential\\_background/convention/background/items/2853.php](http://unfccc.int/essential_background/convention/background/items/2853.php) [consulté le 15 janvier 2009].

<sup>32</sup> PNUD, 2008. "Women as Emerging Stakeholders in Poznan Climate Change Negotiations", voir <http://content.undp.org/go/newsroom/2008/november/women-as-emerging-stakeholders-in-poznan-climate-change-negotiations.en?categoryID=349421&lang=en> [consulté le 26 novembre 2008]. En anglais uniquement.

## L'EGALITE HOMMES-FEMMES AU CŒUR DU TRAVAIL DECENT

La principale unité du BIT à travailler sur l'Initiative Emplois verts est le Groupe de cohérence politique du Département de l'intégration des politiques et statistiques (INTEGRATION). Ce département donne suite à l'Agenda du travail décent et de la mondialisation équitable dans une perspective intégrée. Le travail actuel est organisé autour de quatre domaines thématiques qui exigent une plus grande cohérence politique : une mondialisation équitable, la pauvreté mondiale et l'économie informelle, les politiques macroéconomiques en faveur d'un travail décent et les questions relatives aux changements climatiques.

L'OIT possède une longue tradition de participation à la réponse aux crises. Le Programme de réponse aux crises et de reconstruction du BIT (ILO/CRISIS) travaille avec d'autres agences de l'ONU et des agences nationales et internationales en vue d'influencer l'élaboration et la mise en œuvre des principales politiques et des principaux programmes de réponse aux crises. ILO/CRISIS aide à promouvoir la visibilité des questions d'emploi et de travail décent dans les opérations de rétablissement et de reconstruction après une crise. Parmi les partenariats stratégiques et les plates-formes internationales formés pour répondre aux crises, citons les différentes agences des Nations Unies actives dans le domaine des crises (le Bureau de la prévention des crises et du relèvement du PNUD (PNUD/BPCR), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, la FAO et d'autres) dans le cadre du Comité permanent interorganisations sur le relèvement accéléré (IASC CWGER), la présidence du Comité directeur du Programme international de relèvement, et la coopération avec le Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement de la Banque mondiale (GFDRR). L'OIT propose des outils et du matériel d'orientation ainsi qu'une assistance opérationnelle comme le Livelihood Assessment Tool-kit, développé en commun avec la FAO sous l'égide du CWGER.<sup>33</sup>



© ILO, Crozet M.

En 2008, le ministère du Travail et de l'Emploi au Bangladesh, soutenu par l'OIT, a procédé à une évaluation après le passage du cyclone Sidr (2007). Une stratégie proposée par le BIT pour le rétablissement précoce et l'emploi décent dans quatre des districts les plus touchés – Barguna, Bagerhat, Patuakhali et Pirojpur – où environ 250.000 ménages ou 25 % des ménages de ces régions, quelque 325.000 travailleurs et survivants, ont perdu leurs moyens d'existence – s'est concentrée sur un ensemble d'actions de réhabilitation indispensables à la reconstitution rapide des moyens d'existence et a jeté les bases d'un rétablissement économique local et de la création d'emplois tout en améliorant la résilience des populations les plus vulnérables aux chocs des catastrophes naturelles qui se répètent dans ces régions exposées. Les femmes chefs de ménage, représentant quelque 10 à 12 % des ménages, faisaient partie des groupes visés par l'aide extérieure.<sup>34</sup>

Après la tempête tropicale dans le nord-est d'Haïti en 2004, l'OIT, le PNUD et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont étroitement collaboré avec le gouvernement haïtien dans le cadre d'un programme de création d'emplois à Gonaïves. Ce programme se concentre sur la prévention des catastrophes naturelles à travers des approches à forte intensité de main-d'œuvre et la réalisation de projets de maximisation des revenus pour les populations locales. Après une phase initiale réussie financée par l'OIT et le PNUD, un deuxième projet a été lancé en juin 2007; il concentre une partie de son travail sur la protection de l'environnement et l'atténuation du risque de catastrophe naturelle.

### UNI DANS L'ACTION

Dans l'approche "Uni dans l'action" des Nations Unies, la réponse au changement climatique constitue l'un des thèmes majeurs. Un document récent, élaboré par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) et présenté lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, à Poznan (Pologne) en décembre 2008, fournit un aperçu des activités entreprises par les entités des Nations Unies dans les principaux domaines relatifs au changement climatique, au titre de l'aide aux efforts nationaux et de l'exécution des mandats reçus de l'UNFCCC et d'autres organes intergouvernementaux. En outre, le document résume un cadre d'action général pour coordonner l'aide aux niveaux national, régional et mondial et permettre aux États membres de mieux faire face au changement climatique.<sup>35</sup> Grâce à sa mission, ses mandats et son expertise, l'OIT peut jouer un rôle majeur aux niveaux international et national dans une approche systémique, en particulier à travers les Programmes par pays de promotion du travail décent (PPTD).

<sup>33</sup> En 2008 l'OIT, par l'intermédiaire de ILO/CRISIS, a fourni une assistance technique aux gouvernements et partenaires sociaux en réalisant plusieurs évaluations après une crise (Joint Damage, Loss and Needs Assessments) au Pakistan, au Bangladesh, à Madagascar, au Myanmar, en Chine et à Haïti). Les évaluations ont reçu l'appui du GFDRR de la Banque mondiale, ainsi que par l'ONU et d'autres partenaires de développement dans le cadre de la Post-Disaster Needs Assessment platform.

<sup>34</sup> BIT, 2008. *Preliminary assessment of the impact on decent employment and proposed recovery strategy, focusing on non-farm livelihoods* (Genève).

<sup>35</sup> Portail de l'action du système des organismes des Nations Unies sur les changements climatiques, "Acting on climate change: The UN system delivering as One", [www.un.org/climatechange/pdfs/Acting%20on%20Climate%20Change.pdf](http://www.un.org/climatechange/pdfs/Acting%20on%20Climate%20Change.pdf) [consulté le 17 décembre 2008]. En anglais uniquement.



## QUE FAIRE?

Toute réponse aux changements climatiques devrait être intégrée aux stratégies nationales, sectorielles et locales de développement. Les mandats de l'OIT jouent un rôle vital dans ce processus et sont parmi les principaux protagonistes en matière de résultats. La garantie de la reconnaissance du rôle des organisations d'employeurs et de travailleurs s'appuie sur les normes internationales du travail, en particulier sur la liberté syndicale et la promotion des mécanismes de dialogue social. Dans plusieurs pays, le dialogue sur les lieux de travail a pu se développer à partir des mécanismes créés pour promouvoir des conditions d'un travail en toute sécurité. Les politiques d'adaptation et d'atténuation devront inclure des stratégies pour une meilleure protection sociale, le développement des entreprises et la création d'emplois. L'incidence du changement climatique et les politiques d'adaptation et d'atténuation auront des effets différents sur les femmes et les hommes qui travaillent.

Le dialogue social et l'implication des partenaires sociaux peuvent être favorisés par:

- la ratification et l'application des conventions fondamentales de l'OIT: Liberté syndicale et protection du droit syndical, 1948 (n°87); Droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (n°98).

Une plus grande implication des acteurs et la résolution de conflits peuvent être encouragées grâce à:

- la Convention de l'OIT relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989 (n°169).

Actions pour minimiser la vulnérabilité:

- Identifier et mettre en œuvre des programmes d'aide aux initiatives d'éducation et de formation qui faciliteront le développement des aptitudes nécessaires à la création de nouveaux emplois verts et d'une période de transition correcte pour les travailleurs qui perdront leur "ancien" emploi.
- Appliquer la Recommandation sur la mise en valeur des ressources humaines, 2004 (n°195) ce qui permettra de fournir des directives visant à aider les gouvernements, les employeurs et les travailleurs à mettre en place les politiques et programmes d'éducation, de formation et d'apprentissage tout au long de la vie pour le vingt-et-unième siècle.
- Ratifier et appliquer la Convention sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983 (n°159) et appliquer la Recommandation sur l'adaptation et la réadaptation professionnelles des invalides, 1955 (n°99).
- Appliquer la Recommandation sur la création d'emplois dans les petites et moyennes entreprises, 1998 (n°189).<sup>36</sup>



© ILO, Crozet M.

Mesures pour promouvoir l'adaptation aux changements climatiques et leur atténuation:

- Puiser dans les vastes connaissances et capacités de gestion des ressources naturelles des femmes lors de l'élaboration de politiques et d'initiatives d'adaptation et d'atténuation du changement climatique.
- Intégrer les perspectives spécifiques aux hommes et aux femmes dans les politiques internationales et nationales.
- Veiller à faire participer les femmes et les hommes aux processus de prise de décision et d'élaboration des politiques.
- Promouvoir les approches participatives dans les activités de planification locales et communautaires.
- Créer des opportunités aux niveaux national et local pour éduquer et former les femmes dans le domaine des changements climatiques, stimuler le renforcement de capacité et le transfert de technologie et engager des ressources spécifiques afin de garantir la participation des femmes sur un pied d'égalité aux bénéfices et opportunités offertes par les mesures d'atténuation et d'adaptation.
- Collecter de nouvelles données différenciées pour les hommes et les femmes et analyser ces chiffres dans les secteurs clés, comme l'agriculture, le tourisme, la foresterie, la pêche, l'énergie et la consommation d'eau, afin de mieux comprendre comment le changement climatique influence la vie des femmes différemment de celle des hommes.



© ILO, Crozet M.

<sup>36</sup> BIT, 1998. *La création d'emplois dans les petites et moyennes entreprises*, Guide de la recommandation n°189 de l'OIT (EMP/SEED, Genève).



## SÉLECTION DE PUBLICATIONS DE L'OIT SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, LES EMPLOIS VERTS ET LES GENRES

García Muñoz, L.A. 2006. *El uso de marcas como herramienta para apoyar estrategias competitivas en turismo comunitario, Serie Red de Turismo Sostenible Comunitario para América Latina (REDTURS)* (ILO, Boosting Enterprise through Small Enterprise Department (SEED) working paper 78, Genève).

Bureau international du travail (BIT). 2008a. *Incidence des changements climatiques sur l'emploi et le marché du travail*. Conseil d'administration, 303<sup>e</sup> session, Rapport de la Commission de l'emploi et de la politique sociale (Genève).

- 2008b. *Preliminary assessment of the impact on decent employment and proposed recovery strategy, focusing on non-farm livelihoods* (Genève).

- 2008c. *Promotion de l'emploi rural pour réduire la pauvreté*, Rapport IV, Conférence internationale du travail, 97<sup>e</sup> session, (Genève).

- 2008d. *Rising food prices and their implications for employment, decent work and poverty reduction* (Secteur de l'emploi, Genève).

- 2007a. *Le travail décent au service du développement durable*. Rapport I (A), Conférence internationale du travail, 96<sup>e</sup> session (Genève).

- 2007b. *Emplois verts: le monde du travail à l'épreuve du changement climatique*, dans *Travail*, n°60 (Genève).

- 2007c. *La promotion d'entreprises durables*. Rapport VI, Conférence internationale du travail, 96<sup>e</sup> session (Genève).

- 2005. *Earthquake-Tsunami Response. ILO proposals for reconstruction, rehabilitation and recovery* (Genève).

Islam, R. 2008. *Global food crisis, poverty and decent work* (ILO, Secteur de l'emploi, Genève).

Maldonado, C. et Enríquez, F. 2007. *Restaurando la esperanza con comunidades indígenas de Guatemala, Serie Red de Turismo Comunitario para América Latina (REDTURS)* (ILO, SEED document de travail no 80, Genève).

Maldonado, C. 2005. *Pautas metodológicas para el análisis de experiencias de turismo comunitario* (ILO, SEED document de travail no 73, Genève).

Maldonado, C. 2006. *Turismo y comunidades indígenas: Impactos, pautas para autoevaluación y códigos de conducta, Serie Red de Turismo Comunitario para América Latina (REDTURS)* (ILO, SEED document de travail no 79, Genève).

PNUE, OIT, OIE et CIS. 2008. *Emplois verts: pour un travail décent dans un monde durable à faibles émissions de carbone*. (Nations Unies, Nairobi).



Bureau  
international  
du Travail  
Genève

Bureau pour l'égalité entre  
hommes et femmes  
Tél. + 41 22 799 6730  
Fax. + 41 22 799 6388  
[www.ilo.org/gender](http://www.ilo.org/gender)  
[gendercampaign@ilo.org](mailto:gendercampaign@ilo.org)

Département de l'intégration  
des politiques et statistiques  
Tél. + 41 22 799 6621  
Fax. + 41 22 799 8044  
[www.ilo.org/integration](http://www.ilo.org/integration)  
[integration@ilo.org](mailto:integration@ilo.org)

Bureau international du Travail - 4, route des Morillons - 1211 Genève 22, Suisse

La présente brochure d'information a été préparée par l'OIT dans le cadre de la campagne de sensibilisation « L'égalité hommes - femmes au cœur du travail décent ».

Vous pouvez nous contacter ([gendercampaign@ilo.org](mailto:gendercampaign@ilo.org)) pour toute information sur les autres thèmes de l'OIT qui sont couverts par cette campagne.

